

LA COMPÉTITIVITÉ DES FILIÈRES ANIMALES FRANÇAISES FACE À LA CONCURRENCE EUROPÉENNE ET MONDIALE

par Vincent **CHATELLIER**¹

Les filières animales françaises s'inscrivent dans un contexte économique marqué notamment par une volatilité accrue des prix internationaux, une ouverture croissante des marchés (dont au travers des accords commerciaux bilatéraux), une montée en puissance de quelques grandes entreprises multinationales dans les flux internationaux et une pression concurrentielle grandissante entre certains États membres de l'UE. Si les produits animaux ne représentent que 16% du commerce mondial des produits agroalimentaires, ils contribuent positivement à la balance commerciale de l'Union européenne (+33,9 milliards d'euros en 2019), principalement grâce aux secteurs laitier et porcin. Avec une balance commerciale en productions animales de l'ordre de 4,2 milliards d'euros en 2019, la France n'arrive qu'en septième position des pays européens, très loin derrière le leader néerlandais (13,7 milliards d'euros). D'une façon générale, la vente des produits animaux français « haut de gamme » (AOP, label rouge, produits issus de l'agriculture biologique, etc.) sur les marchés internationaux reste difficile, à l'exception de quelques clients bien identifiés (Etats-Unis, Japon).

Déficitaire en valeur dans trois filières (porcine, avicole et ovine-caprine), la France a enregistré, depuis la fin des quotas laitiers en 2015, un recul important de son solde commercial en produits laitiers avec les pays partenaires de l'UE (parallèlement à une stabilité de sa production de lait) ; l'essor de la demande dans les pays asiatiques, surtout en Chine (lait infantile), a cependant contrebalancé, pour partie, ce recul. Dans le secteur de la viande bovine, la grande diversité des produits finis, la communication renforcée sur le « manger français » et la baisse de la consommation intérieure constituent aujourd'hui un frein au développement des importations. Ce constat ne vaut pas pour le secteur avicole où les importations de poulets standards en découpes en provenance des pays du nord de l'UE ont considérablement augmenté, ce parallèlement à une demande intérieure en croissance. Dans le secteur ovin, historiquement très déficitaire (57% de taux d'auto approvisionnement en 2019), la baisse de la consommation individuelle (division par deux depuis 1990) est un point particulièrement préoccupant pour les acteurs de cette filière. Dans le secteur porcin, le solde commercial de la France est déficitaire en valeur et légèrement positif en volume ; les importations en provenance de l'Espagne pèsent lourdement et l'augmentation spectaculaire des importations chinoises, suite à la crise liée à la peste porcine africaine, a globalement peu bénéficié à l'hexagone (du moins comparativement à l'Espagne et à l'Allemagne).

En mobilisant les données des douanes à différentes échelles géographiques (mondiales, européennes et française) et sur longue période (depuis 2000), cet exposé présente une analyse de l'évolution des relations commerciales de la France en produits animaux, tant avec les partenaires de l'UE qu'au niveau international. La crise récente liée au Covid-19, qui a un impact important sur la fluidité des échanges internationaux, au moins à court terme, donne

¹ Économiste, ingénieur de recherche à INRAE, directeur adjoint de l'Unité Mixte de recherche SMART-LERECO.

ÉLEVAGE FRANÇAIS AU DÉFI DU RENOUVELLEMENT DES GÉNÉRATIONS ET DE LA COMPÉTITIVITÉ

Webinaire du 27 mai 2020

actuellement lieu à de nombreux débats, parfois trop peu éclairés de faits, sur le degré d'autonomie souhaitable en biens alimentaires et sur le futur modèle agricole à privilégier en France. Les outils statistiques utilisés ici permettront, plus tard, de porter un diagnostic précis sur la réalité des effets de cette crise, tant sur l'évolution des flux commerciaux dans les différentes filières que sur l'éventuelle modification des relations commerciales entre pays de l'UE et, plus globalement, à l'échelle internationale.